

Mathieu Bock-Côté. *La dénationalisation tranquille. Mémoire, identité et multiculturalisme dans le Québec postréférendaire.* Montréal, Boréal, 2007. 211 p.

Xavier Gélinas

Volume 9, numéro 2, printemps 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1023097ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1023097ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gélinas, X. (2009). Compte rendu de [Mathieu Bock-Côté. *La dénationalisation tranquille. Mémoire, identité et multiculturalisme dans le Québec postréférendaire.* Montréal, Boréal, 2007. 211 p.] *Mens*, 9(2), 265–270.
<https://doi.org/10.7202/1023097ar>

COMPTES RENDUS

Mathieu Bock-Côté. *La dénationalisation tranquille. Mémoire, identité et multiculturalisme dans le Québec postréférendaire.* Montréal, Boréal, 2007. 211 p.

Depuis le début des années 1990 au moins, et de manière accélérée à la suite du référendum de 1995, trop de souverainistes québécois, selon Mathieu Bock-Côté, s'éloignent du substrat culturel, historique et parfois même linguistique où reposaient leur conception de la nation et la justification de leur combat. Ils le répudient avec force, en fait, ce vieux substrat, au nom d'une nouvelle conception « civique » de la nation et de l'idéal souverainiste qui souhaite embrasser l'ensemble des résidents du Québec dans une société sans entraves et adhérant aux valeurs de progrès énoncées dans les chartes des droits. Ces néo-souverainistes répudient non seulement l'ancien nationalisme traditionaliste des Groulx, Angers et Arès, mais aussi le néonationalisme ayant préparé et accompagné la Révolution tranquille et qui visait l'épanouissement des Canadiens français par une appropriation des leviers de pouvoir au Québec. Le mouvement n'est en rien issu de la base ; c'est l'élite souverainiste, active au Parti québécois, au Bloc québécois et dans des cercles universitaires et médiatiques, qui a donné le ton et n'a eu de cesse de se distancier du nationalisme de naguère décrié comme culturaliste et, *horresco referens*, « ethnique ».

L'auteur dénonce l'abandon de toute filiation, de toute gratitude pour parler comme Alain Finkielkraut, de toute référence au parcours historique d'un peuple précis, issu de France, parlant le français pour cette raison et non par accident, implanté dans le nord-est de l'Amérique depuis quatre

siècles et ayant traversé ensemble succès et revers, joies et peines. La langue, la culture, l'histoire : cela fait beaucoup de valeurs assignées à la trappe de l'histoire.

L'essai s'en prend aux leaders politiques, mais aussi aux historiens. Gérard Bouchard est particulièrement ciblé, en tant que pilote d'une reconceptualisation de la nation qui rêve d'atteindre « l'ethnicité-zéro » et de « jeter les souches aux feux de la Saint-Jean-Baptiste ». L'historien de l'UQAC fait fausse route, croit Bock-Côté, car il ne fait que cheminer tortueusement vers une vision multiculturaliste assez canadienne et trudeauiste, somme toute, où on se demande bien au nom de quel critère logique ou de quel particularisme – hormis des « valeurs québécoises » nouvellement brevetées et qui sont simplement celles de la mouvance social-démocrate et progressiste occidentale – le Québec devrait devenir autre chose qu'une société d'individus liés par les chartes. Jocelyn Létourneau (qui, lui, ne s'affirme nullement souverainiste) est aussi pris à partie parce qu'il nierait le caractère proprement national de notre société. L'argumentaire anti-Létourneau n'est pas tendre, mais peut-être moins implacable que celui qui confronte les thèses bouchardiennes, un peu comme si l'auteur reconnaissait, chez l'historien de Laval, une continuité intellectuelle qui remonte à plusieurs générations de chercheurs depuis Chapais et qui a le mérite de la cohérence. Sa conclusion reste quand même trop lapidaire. S'il est exact que Jocelyn Létourneau ne place pas le facteur national comme l'alpha et l'oméga de l'odyssée québécoise depuis quatre siècles, il reste pénétré par les questions identitaires et ne prétend pas qu'elles soient de la poudre aux yeux, même s'il les tricote et détricote de manière hétérodoxe, et qu'il goûte le paradoxe et l'ironie jusque dans ses propres thèses... D'autre part, l'auteur de *La dénationalisation tranquille* néglige la bouffée d'air frais historiographique

fournie par Jocelyn Létourneau depuis sa « Critique de la raison technocratique » de 1980 : les relativisations peuvent parfois être trop poussées mais elles fournissent un antidote au ronron des chercheurs et des citoyens.

Contrastant avec une histoire savante qui gomme ou redéfinit la nation, Mathieu Bock-Côté loue l'apport de journalistes ou écrivains de métier comme Pierre Duchesne, Pierre Godin, Hélène Pelletier-Baillargeon et même Normand Lester. Il n'a pas tort de signaler que ces auteurs, répondant à la demande d'un lectorat qui n'adhère pas à la réingénierie nationale, ont longtemps maintenu le flambeau d'une histoire à la fois politique, biographique et nationale qu'avait délaissée la majorité de la gent historienne universitaire. On peut ajouter cependant que la génération des 30-45 ans en sciences humaines et sociales, pour ne parler que d'elle, s'est mise, elle aussi, à réhabiliter ces angles de vues et à se réincarner dans son milieu.

Notons que la renationalisation souhaitée dans l'essai n'a pas nécessairement à s'incarner dans un projet politique de droite en ce qui concerne les questions économiques et sociales : intervention de l'État dans l'économie, importance accordée aux valeurs féministes, au syndicalisme, à la libéralisation des marchés, etc. Si l'auteur ne fait pas mystère de ses allégeances conservatrices, son livre convoque à la barre des témoins actuels ou passés comme Fernand Dumont, le RIN ou Pierre Dubuc, directeur de *L'Aut'Journal*, peu suspects de droitisme. L'œcuménisme national de Bock-Côté est donc un état d'esprit inclusif – si on ose employer cet adjectif chargé – et accessible à tous, quelles que soient par ailleurs les légitimes divergences sur une infinité de sujets.

Mais une dernière question peut se poser. Une fois corroborée l'analyse essentielle de l'auteur sur l'amnésie historique et le quasi-reniement communautaire des nationalistes

« civiques » actuels, les Québécois non-francophones ne sont-ils quand même pas exclus de sa grande conversation ? Si Mathieu Bock-Côté précise à l'occasion que la majorité historique française, tout en ayant le droit d'imprimer sa marque de manière prédominante sur la société québécoise, n'est en rien supérieure aux autres communautés, l'auteur aurait pu, sans doute dû, exposer plus clairement comment sa renationalisation pourrait s'opérer sans porter préjudice aux Québécois de souches autres que française. Soit, l'accueil de l'*autre* n'implique pas un renoncement à soi-même ; mais encore ?

Lorsque, en partageant les vues de l'auteur, on voit comme un appauvrissement collectif (malgré ses bonnes intentions) l'évolution qu'il relate, on se réjouit de sa prose alerte qui multiplie les formules qui font mouche, à commencer par le titre lui-même qui est une trouvaille, et combien d'autres comme la « transsubstantiation identitaire » (p. 37). Mathieu Bock-Côté n'est pas le premier à faire cette dénonciation – des chercheurs aussi différents que Jacques Beauchemin, Joseph-Yvon Thériault et Pierre Trépanier l'ont précédé – mais il développe sa thèse avec le plus de clarté, et certainement le plus de fougue. Lorsque, au contraire, on estime que le virage dénoncé dans le livre est un signe de maturité, une adhésion tardive mais bienvenue au canon d'une modernité ouverte et de progrès, alors on grincera des dents – le style de Mathieu Bock-Côté n'a rien de placide, et il n'est pas du genre à proposer des circonstances atténuantes ni à ménager la chèvre et le chou. Ses interprétations susciteront évidemment des oppositions – on ne bouscule pas une nouvelle vulgate en toute impunité – mais peut-on nier l'exactitude de sa constatation d'ensemble ?

On ne cherchera pas dans l'œuvre du sociologue-philosophe une étude dépassionnée, factuelle des récentes affres

identitaires québécoises (ou « canadiennes-françaises » ? – voilà déjà une de ces affres). Cet essai-coup de cœur, et parfois coup de poing, prend résolument parti ; ce qui ne signifie pas pour autant qu'il repose sur des impulsions ou des intuitions. Bien au contraire, une de ses qualités maîtresses s'avère la richesse quantitative et qualitative des sources. Disons d'abord qu'un auteur purement subjectif, préoccupé de régler ses comptes vite fait et d'invectiver ses adversaires ne se serait pas imposé trente-trois pages de notes fourmillant de références, de citations et d'*obiter dicta* qui constituent autant de mini-notes critiques et de pistes stimulantes. Au delà du nombre, c'est l'érudition et la profondeur culturelle qui ne laissent pas d'impressionner. Quiconque s'interroge sur les identités contemporaines, en Occident, a déjà croisé Pierre-André Taguieff, Régis Debray et Samuel Huntington dans ses lectures et réflexions ; mais peu pourraient se targuer d'une familiarité comparable avec d'autres penseurs nord-américains ou européens comme Marc Crapez, John Fonte, David Horowitz, Louis Pauwels, Paul Yonnet parmi une longue liste de noms auxquels Mathieu Bock-Côté se réfère judicieusement et avec une aisance manifeste, ce qui donne de la densité et de l'éclat au livre.

Il est trop tôt pour évaluer la résonance de *La dénationalisation tranquille* dans la pensée des intellectuels souverainistes, mais on peut déjà dire que les résultats électoraux semblent lui donner raison. Lorsque la conversion des dirigeants du Parti québécois au « civisme » est devenue claire aux yeux de la population, leur soutien populaire a chuté : 43 % aux élections de 1998, 33 % en 2003, 28 % en 2007, au bénéfice d'une Action démocratique qui s'affirme désormais sans complexe ni guère de nuances comme porte-voix d'un Québec français qui s'assume. Les efforts actuels de la nouvelle direction péquiste en faveur d'une renationalisation (projet de loi de

l'automne 2007 sur l'identité québécoise, etc.), efforts résultant en partie des interventions de Mathieu-Bock-Côté au fil des années, seront-ils récompensés par l'électorat ? Le regard critique que porte l'essayiste sur notre éthos national rejoint l'actualité la plus concrète et immédiate.

Xavier Gélinas

Division d'archéologie et d'histoire

Musée canadien des civilisations

Michel Biron, François Dumont et Élisabeth Nardout-Lafarge, avec la collaboration de Martine-Emmanuelle Lapointe. *Histoire de la littérature québécoise*. Montréal, Boréal, 2007. 689 p.

Cette « première grande histoire de la littérature québécoise depuis plus de quarante ans », si l'on en croit le rabat, couvre une période immense, soit de 1534 à 2005, et entend proposer une nouvelle lecture de la production littéraire québécoise aux lecteurs d'ici et d'ailleurs. L'ambitieuse entreprise est définie dans une introduction limpide où les auteurs expliquent que, dans leur ouvrage, les textes prédominent sur les institutions, que les analyses sont critiques, et les périodes, étudiées dans leurs différences l'une par rapport à l'autre. Bref, l'introduction définit en apparence bien la perspective, ce qui est important dans ce milieu universitaire où plusieurs se targuent de faire la véritable histoire de la littérature.

Grâce à leurs trois principes de base, les auteurs entendent justement se distinguer des deux plus récents « travaux d'ensemble » (p. 11) parus sur la littérature qui, eux-mêmes, s'appliquaient déjà à se différencier, l'un s'occupant de la « vie littéraire », l'autre de la « littérature ». Les cinq tomes parus